COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS 2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL **COMMUNE DE DENAZE**

L'an deux mil vingt et trois le 27 janvier le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Mr CADOT, Mr HOUSSIN, Mme GARRY, Mr BARDOUL, Mme LARGEAUD, Mr TASSIN, Mr FOURNIER,

Secrétaire : Mme LARGEAUD

Absents excusés : Mme LANDAIS (donne pouvoir à Mme GOHIER), Mr LEMOINE (donne pouvoir à Mr BARDOUL), Mme HARBONNIER ,

DELIBERATION reconduction argent de poche

Mme le Maire expose que la commune peut reconduire argent de poche pour l'année 2023

Le conseil après en avoir délibéré
décide

de reconduire argent de poche cet été à hauteur de 21 h par jeunes

DELIBERATION révision des statuts du syndicat territoire d'énergie Mayenne – Acception expresse

Madame le maire expose que :

Le syndicat d'énergie Territoire Mayenne (TEM) a procédé à l'actualisation de ses statuts et de leurs annexes afin qu'ils soient en conformité avec ses missions actuellement exercées.

Conformément à l'article L5211-20 du cadre général des collectivités territoriales applicable par renvoi de l'article L5711-1 du même code, TEM a porté cette procédure à la connaissance de l'intégralité de ses membres, dont la commune de Denazé.

Ainsi la délibération du comité syndical afférente, en date du 13 décembre 2022, ainsi que les statuts et leurs annexes actualisés, ont été notifiés à notre attention le 26 décembre 2022

Madame le maire propose au conseil de

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal

DECIDE :

- De prononcer un avis favorable sur cette procédure de révision
- Accepte les termes statutaires révisés du syndicat Territoire d'énergie Mayenne

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 12 avril le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Mr CADOT, Mr HOUSSIN, Mme GARRY, Mr BARDOUL, Mme LARGEAUD, Mr TASSIN, Mr FOURNIER, Mme LANDAIS , Mr LEMOINE, Mme HARBONNIER ,

Secrétaire : Mme HARBONNIER

Absents excusés :

Assujettissement des logements vacants à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

Le maire de Denazé expose les dispositions de l'article 1407bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Il rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée liée à l'appréciation de la vacance, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la collectivité.

Vu l'article 1407 bis du code général des impôts,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Décide d'assujettir les logements vacants à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.

Charge le maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Vote des taux des impôts directs locaux

Madame le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Le taux de la taxe d'habitation, figé de 2020 à 2022, est de nouveau voté à compter de 2023. Cette taxe ne concerne plus que les résidences secondaires, les locaux meublés non affectés à l'habitation principale et, sur délibération, les logements vacants depuis plus de deux ans.

En conséquence, Madame le Maire propose de maintenir les taux

Le Conseil municipal,

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité par 11 voix pour,

DÉCIDE de fixer les taux communaux pour l'année 2023 comme suit :

- taxe d'habitation : 16.93 %
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 51.26 %
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 47.98 %

CHARGE Madame le Maire

- de notifier cette décision aux services préfectoraux
- de transmettre l'état 1259 complété aux services préfectoraux ainsi qu'à la direction départementale des finances publiques, accompagné d'une copie de la présente décision.

Subventions communales

Mme le Maire donne les comptes financiers des associations avec la demande de subvention que la commune a reçu : le club des aînés, l'association sports et loisirs, le comice agricole.

Après en avoir délibéré Le conseil décide les subventions suivantes :

Le Club des aînés : 250 €

L'association sports et loisirs : 250 €

Le Comité des fêtes : 250 €

La protection des cultures : 250 €

Le Carré d'as : 250 €

DELIBERATION compte administratif

Compte administratif 2022 commune.

Monsieur CADOT , 1ER Adjoint, présente au Conseil d'administration le compte administratif de l'exercice 2021 dressé par Mme Odile GOHIER, Maire, laquelle s'est retirée au moment du vote ;

Le Compte administratif se présente ainsi qu'il suit :

Voix : pour 10 contre 0 abstention 0

Fonctionnement :

Dépenses : 225 944.57 €

Recettes : 235 335.52 €

Excédent reporté N-1 : 9 768.87 €

Excédent 2022 : 19 159.82 €

Investissement :

Dépenses : 77615.45 €

Recettes : 137 562.33 €

Excédent reporté N-1 : 44 196.23 €

Excédent 2022 : 104 143.11€

PROPOSITION pour 2023 porter l'excédent de fonctionnement de 19159.82 € comme suit :
19159.82 € au compte 002 en fonctionnement

DELIBERATION compte administratif lotissement

Compte administratif 2022 commune.

Monsieur CADOT , 1ER Adjoint, présente au Conseil d'administration le compte administratif de l'exercice 2022 dressé par Mme Odile GOHIER, Maire, laquelle s'est retirée au moment du vote ;

Le Compte administratif se présente ainsi qu'il suit :

Voix : pour 10 contre 0 abstention 0

Lotissement :

Fonctionnement :

Dépenses :	10 400.19 €
Recettes :	6 583 €
excédent N-1 :	16 838.98 €
Excédent 2022 :	13 041.79 €

Investissement :	
Dépenses :	16514.00 €
Recettes :	6 348.00 €
Excédent reporté n-1 :	10 174 €
Excédent 2022 :	6 €

Approbation des comptes de gestion (principal et lotissement) dressé par le trésorier Receveur.

Le conseil municipal réuni sous la présidence de Mme Odile Gohier.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs principal, lotissement de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des compte de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif 2022

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations sont régulières.

- 1°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées au 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2°) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.
- 3°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives :
 - Déclare que les comptes de gestion de la commune et du lotissement dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visés et certifiés conforme par l'ordonnateur, **n'appelle ni observation ni réserve de sa part.**

BUDGET PRIMITIF 2023 – COMMUNE

Suite au résultat excédentaire de fonctionnement de 19159.82 € du Compte administratif commune, le conseil décide de porter l'excédent de fonctionnement 19159.82 € au compte 002 .

Après les votes du compte administratif 2022 et du compte de gestion, le conseil a voté le budget 2023

Dépenses de fonctionnement

C/011	Charges générales	31 729.82 €
C/012	Charges de personnel	68 650.00 €
C/65	Charges de gestion	53 100.00 €
C/66	Charges financières-	2110.00 €
C/68	provision	00.00 €
C/023	Virement à la section d'investissement	000 €
C014	Attributions compen	7 500.00 €
042	Op ordre	00.00 €
	TOTAL	163 089.82 €

Recettes de fonctionnement

C/002	Excédent de fonctionnement reporté	19 159.82 €
C/013	Atténuation charges	00.00€
C/70	Produits de service	11 070.00 €
C/73	impôts	90 000.00 €
C/74	dotations	40 860.00 €
C/75	Autres produits de gestion	1 500.00 €
C77	Produit exceptionnel	0 €
	TOTAL	163 089.82 €

Dépenses d'investissement

c/ 041	OP patrimoine	00€
C/ 23	travaux	89 000.00€
C 21	Immo coporelle	18 912.11 €
C/164	Remboursement capital	14 000.00 €
C/165	Caution locataires	000.00 €
C 27638	lotissement	
	TOTAL	122 143.11 €

Recettes d'investissement

C/001	Excédent d'investissement reporté	104 143.11€
C/10	FCTVA	8 994.00 €
c/10	Excédent fonctionnement	000 €
C/16	Caution locataires emprunt	000 €
C/27	autres	6.00 €
C/021	Virement de la section de fonct.	000 €
C/13	Subvention	9 000.00 €
C/16	Emprunt	0 €
024 213	Cession batiment	00
	TOTAL	122 143.11 €

BUDGET PRIMITIF 2023– LOTISSEMENT DU TENNIS

Après les votes du compte administratif 2022 et du compte de gestion, le conseil a voté le budget 2023

Dépenses de fonctionnement

C/658	Charges diverses	5.00 €
002	Déficit	0 €
605	travaux	18 041.79 €
6522	Reversement	00 €
7133 /042	Variation stock	6 583.00 €
	TOTAL	24 629.76 €

Recettes de fonctionnement

002	Excédent	13 041.79 €
C/75738	Sub commune	5 000.00 €
C758	TVA	5.00 €
7133/042	En cours	6 583.00 €
	TOTAL	24 629.76 €

Dépenses d'investissement

C001	Déficit antérieur	00 €
C16878	Autres organismes	6.00 €
C/ 3355/040	travaux	6 583.00 €
	TOTAL	6 589.00 €

Recettes d'investissement

C/001	Exc reporté	6.00 €
C335/040	Annulation SI	6 583.00 €
	TOTAL	6 589.00 €

REMBOURSEMENT ACHAT A LEROY MERLIN

Madame le maire a acheté le plan de travail chez Leroy Merlin, coût 337.80 €, car la commune n'a plus de compte chez eux.

Il est demandé au conseil de valider le remboursement de 337.80 €.

Après en avoir délibéré le conseil

Valide le remboursement de 337.80 € à Madame GOHIER

Autorise le mandatement

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 24 mai le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Mr CADOT, Mr HOUSSIN, Mme GARRY, Mr BARDOUL, Mr TASSIN, Mme LANDAIS, Mr LEMOINE,

Secrétaire : Catherine LANDAIS

Absente excusée : Mme HARBONNIER (pouvoir à Mr LEMOINE),

Absents : Mr FOURNIER, Mme LARGEAUD,

TRAVAUX PARKING CHOIX DE L'ENTREPRISE

Suite à la présentation des divers des devis concernant l'aménagement devant et à l'arrière de la mairie

Le conseil demande un enrobé 1m50 le long de la mairie, enrobé terrasse mairie et carré d'as, plots de fixation chapiteaux.

Toilettes : pose ardoises

Arrière : terrasse pose bordure et pose ardoises sur le coté .

Tranchée eau et EDG plus Eaux pluviales

Après en avoir délibéré le conseil

Choisi l'entreprise MG Aménagement pour un montant de 36246.90 € HT à laquelle une option sera rajouter pour l'aménagement l'arrière de la mairie

Autorise le maire à signé le devis de l'entreprise

Autorise le maire à faire part du rejet pour les autres entreprises.

Décide l'abattage des arbres

TRAVAUX D'ELECTRICITE ET EAU AU TERRAIN MULTISPORTS

Suite à la présentation des divers devis concernant l'aménagement de l'électricité et l'arrivée d'eau au terrain multisports :

Après en avoir délibéré le conseil

Choisi l'entreprise BGP PRODHOMME pour la somme de 4750.20 € HT

Autorise le maire à signé le devis de l'entreprise

Autorise le maire à faire part du rejet pour les autres entreprises.

DELIBERATION AVIS SUR L'ENQUETE PUBLIQUE GAEC LA JEULINIERE

Madame le maire donne lecture de la synthèse concernant la consultation publique a eu lieu du 17 avril au 15 mai inclus, :

- elle concernait le GAEC La Jeulinière en vue d'exploiter un élevage de 420 veaux de boucherie à la même adresse.

- Il accueil pour le moment 400 veaux et la capacité du bâtiment est de 420.
- La production de vache laitière reste inchangée, un plan d'épandage sera mis à jour suite à l'augmentation du nombre de veaux.
- Le cour d'eau le plus proche est à 250 m.

Après en avoir délibéré le conseil donne un avis favorable à l'unanimité

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 26 juillet le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Odile GOHIER, René CADOT, Jean-Christophe HOUSSIN, Yoni FOURNIER, Clément TASSIN, Amandine LARGEAUD, Philippe BARDOUL, Catherine LANDAIS, Louisa HARBONNIER

Absentes excusés : Héloïse GARRY (donne pouvoir à Amandine LARGEAUD), Ludovic LEMOINE (donne pouvoir à Philippe BARDOUL)

Secrétaire : Clément TASSIN

Délibération Contrat de territoire

L'assemblée départementale a voté une dotation totale pour la commune de 5160 € qui peut être portée à 6192 si le projet est orienté vers le bas carbone sur 2023-2028.

Pour les communes de – 500h la dotation totale peut être affectée sur un seul dossier

Propositions : L'église : 5542,00€ HT

Electricité et luminaire et eau au kiosque : 4648.18 € HT

Le conseil propose de revoir cela à une prochaine réunion car il faut 50% pour avoir l'aide

Délibération règlement cimetière

Madame le maire donne lecture du règlement du cimetière

Après en avoir délibéré le conseil à l'unanimité

Valide le règlement

Délibération travaux de voirie du lotissement

Madame le maire donne lecture des devis reçus :

MG Aménagement : 29062.00 €HT

Gavaland : 46 933.00 € HT

TRAM TP : 36 428.50 € HT

Sachant que les travaux seront partagés entre le budget lotissement et commune comme suit :

La voirie : budget lotissement

L'allée piétonne et parking budget principal, afin à pouvoir prétendre à des aides

Le conseil délibérera lors de la prochaine réunion après avoir vu TRAM TP et MG aménagement

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 31 juillet le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Mr CADOT, Mr HOUSSIN, Mr BARDOUL, Mme HARBONNIER, Mme GARRY

Absents excusés : Mr LEMOINE, Mme LARGEAUD (pouvoir à Mme GARRY), Mme LANDAIS (donne pouvoir à Mme GOHIER), Mr FOURNIER, Mr TASSIN,

Secrétaire : René CADOT

Délibération location du logement 9 bis rue de principale

Madame COULON souhaite louer le logement 9 bis rue principale à compter du 1 août 2023. Madame le maire rappelle que le loyer est de 250 € par mois sans charges.

Après en avoir délibéré le conseil
Valide le prix de la location à 250 €
Accepte de louer à Madame COULON
Autorise Madame de Maire à signer le contrat de location

Délibération frais de fonctionnement écoles

Madame le maire donne lecture des demandes de participations des écoles de Craon, Simplé et Marigné Peuton.

Soit pour Craon un soit un total de 12028 € : 7 maternelles à 1472 € et 4 primaires à 431 €

Soit pour Simplé soit un total de 2454 € : OGEC : 748 € plus APEL 20 € plus Chrysalide : 50 € = 818 € pour 3 élèves soit un total de 2454 € (coût pour 2021-2022 : OGEC 705.32 €/Enfant + APEL 20 € + Chrysalide 50 €)

Soit pour Marigné-Peuton soit un total de 4698 €: OGEC : 763 € + APEL 20 € (coût pour 2021-2022 OGEC : 660 € + APEL 20 €)

Après en avoir délibéré le conseil à l'unanimité
Valide les frais scolaires comme suit :
Pour Craon la somme de 12028 €
Pour Simplé : la somme de 2454 €

Pour Marigné Peuton : la somme de 4698 €

Délibération Vente du combi foot-basket

Madame le maire a mis en vente le combi foot basket étant donné que nous avons maintenant le terrain multi sports. Le prix de vente est de 600 € . La commune de Cosmes se propose de l'acquérir pour cette somme.

Après en avoir délibéré le conseil à l'unanimité

Accepte la vente du combi à la commune de Cosmes pour la somme de 600 €

Autorise Madame le Maire à faire la facture

Délibération abattage des 4 arbres place presbytère

Afin de pouvoir faire l'aménagement du parking et sans danger il faut abattre les arbres

Il y a un arbre qui est mauvaise santé , 2 arbres lorsqu'il y a du vent des branches tombent sur les véhicules en stationnement , ce qui engendre des dégâts sur les véhicules, le dernier cache la fenêtre de l'appartement qui est loué.

Afin d'être dans le respect de la loi nous devons prendre une délibération

Après en avoir délibéré le conseil

Valide l'abattage des 4 arbres afin réaliser l'aménagement correct du parking et d'éviter tout accident.

En contre parti le conseil s'engage à replanter au moins 4 arbres dans le bourg.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 28 septembre le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Odile GOHIER, René CADOT, Jean-Christophe HOUSSIN, Yoni FOURNIER, Clément TASSIN, Amandine LARGEAUD, Philippe BARDOUL, Catherine LANDAIS, Ludovic LEMOINE

Absentes excusées : Héloïse GARRY (donne pouvoir à LEMOINE Ludovic), Louisa HARBONNIER

Secrétaire : Jean-Christophe HOUSSIN

2023-20 Délibération devis de voirie

Suite à la présentation des devis par les 2 entreprises concernant la voirie du lotissement

Tramp TP : 40 425 € HT soit 48 510.00 €TTC

MG aménagement : 29 062.00 € HT soit 34 874.40 €TTC

Après en avoir délibéré , le conseil décide :

De valider avec option et réactualisation le devis de MG Aménagement au prix de 33598.00 € HT

Autorise Madame le maire à informer les entreprises du choix du conseil

Autorise Madame le maire à signer tous documents liés au projet

2023-21 Délibération frais de fonctionnement écoles

Madame le maire donne lecture de la demande de participation des écoles de Cossé le Vivien

La participation demandée est de 1472 € pour un élève en maternelle (c'est la moyenne départementale)

Après en avoir délibéré , le conseil décide :

De valider la demande de participation aux frais de fonctionnement de l'école

Autorise Madame le maire à signer tous documents liés au projet

2023-22 DM

Madame le maire informe le conseil qu'en 2018 à la suite du transfert de la compétence d'eau et assainissement à la communauté de communes du pays de Craon, sur le taux de la commune qui annulait la colonne du syndicat d'eau. Le taux du syndicat d'eau a été incorporé sur celui de la commune et le montant reçu est reversé à la Communauté de communes sous forme d'attribution.

Hors l'état estime que les communes qui ont « augmenté » leurs taux entre 2017 et 2019 et alors que le décret pour retirer la taxe d'habitation était parue doivent remboursées ce qu'elles ont perçu.

Le montant s'élève à 798 € qui a été déjà retiré des impôts

A l'article 739118 (014) + 798 € dépenses fonctionnement

A l'article 752 + 718 € recettes fonctionnement

Après en avoir délibéré , le conseil décide : 4 voix contre et 6 voix pour

De valider la décision modificative ce dessus

2023-23 Délibération relative à la désignation d'un référent déontologue pour les élus locaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants dans leur rédaction à venir au 1er juin 2023,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local et notamment son article 1^{er} dont les dispositions entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l' élu local,

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants avant le 1^{er} juin 2023 ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées un mandat d' élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

Considérant l'accord de la personne désignée ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal/communautaire décide :

Article 1 : Désignation du référent déontologue

Mme. Emilie MOYSAN-JEANNARD..... est nommée en qualité de référent déontologue des élus, *jusqu'à l'expiration du mandat 2020-2026*). Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Docteur en droit public de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Maître de conférences HDR à l'Université du Mans, Directrice adjointe de la Chaire droit et transitions sociétales et responsable du parcours Sciences politiques de la faculté de droit de Laval ;

Article 2 : Modalités de saisine du référent

Le référent déontologue peut être saisi par tout élu local de la collectivité.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

(Ajouter éventuellement : avec l'accord des élus qui le sollicitent, la saisine du référent déontologue pourra transiter par la collectivité, dans le respect des obligations de confidentialité rappelées par l'article R. 1111-1-D du CGCT. Dans ce dernier cas, il est conseillé à la collectivité de créer une adresse mail dédiée à la saisine du référent déontologue).

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l' élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l' élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l' élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l' élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant de 80 € est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune selon des modalités à déterminer ultérieurement.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 7 novembre le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Odile GOHIER, René CADOT, Jean-Christophe HOUSSIN, Clément TASSIN, Amandine LARGEAUD, Philippe BARDOUL , Ludovic LEMOINE , Héloïse GARRY , Louisa HARBONNIER

Absentes excusées : Catherine LANDAIS (donne pouvoir à GOHIER Odile), Yoni FOURNIER,

Secrétaire : Philippe BARDOUL

Décisions modificatives 2 :

Afin de pouvoir mandater les payes en décembre ainsi que les frais de fonctionnement écoles de Cosmes, il nous faut prendre des décisions modificatives suivantes (sur les conseils du trésorier Mr Jousse)

Dépenses de fonctionnement

Au 6450 (charges sécu sociales) + 3010 €

Au 6588 autres charges (écoles) + 1500 €

Total en dépenses + 4510 €

Recettes de fonctionnement

Au 74718 autres : +2900 €

Au 741121 DSR Communes : + 1100 €

Au 741127 Dotation péréquation + 500 €

Au 752 locations : + 10 €

Total recettes +4510 €

Après en avoir délibéré l'unanimité , le conseil

De valider la décision modificative ce dessus

Délibération Composition pour la Conférence Régionale de gouvernance

Madame le maire informe le conseil que suite à la loi du 20 juillet 2023 qui instaure la mise en place d'un Conférence Régionale de Gouvernance (CRG) pilotée par la présidente de

Région en lieu et place du SCOT. Cette conférence est consultée sur la déclinaison des objectifs et leur suivi, ainsi que sur l'identification des projets d'envergure nationale ou européenne et sur la liste des projets régionaux.

Il est proposé de valider une composition sur mesure proposée par la Présidente du conseil régional.

Membres votants : 120

- La présidente du conseil régional ou son représentant
- 14 élus régionaux ou leur représentant
- 71 présidents d'EPCI
- 14 présidents des structures porteuses de SCOT (schéma cohérence de territoire) ou leur représentant (hors SCOT mono EPCI)
- Le président de la conférence régionale des SCOT
- 16 maires :
 - o 1 en PLU et 1 en RNU par département qui seront désignés en lien avec les 5 associations départementales de Maires et Présidents de communautés
 - o 1 par département désigné en lien avec les associations départementales des maires ruraux de France
 - o Le Maire de l'Ile d'Yeu
- 3 représentants de l'état désignés par le Préfet de Région

Membres siégeant à titre consultatif : 19

- 5 présidents des départements
- 4 présidents des PNR
- Président du CESER
- 3 Présidents des agences d'urbanisme
- 3 présidents des EPF
- 3 présidents des chambres consulaires

Après en avoir délibéré à l'unanimité le conseil émet un avis favorable sur la composition de la Conférence Régionale de Gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols de la Région des Pays de la Loire

Délibération frais de fonctionnement école commune de Cosmes

Suite à une erreur de la commune de Cosmes, nous n'avons pas pris la délibération qui a été votée lors de la dernière réunion (798 €).

La délibération sera prise à la prochaine réunion et sera suivie du paiement.

Délibération remboursement repas CCAS au club des aînés

Madame le Maire propose le remboursement d'un montant total de 270 € pour le repas du CCAS soit la somme de 10 € par personne.

Remboursement au club des aînés qui avance cette somme.

Après en avoir délibéré le conseil valide le remboursement de 270 € au Club des aînés

Délibération zone éolienne

Suite à la présentation de la carte où pourrait y avoir un parc éolien sur la commune, le conseil doit donner sa position par rapport à ce projet

Il faut savoir que même si le conseil valide, une étude sera mise en place mais si le ou les propriétaires s'y opposent le projet en restera là.

Le conseil après en avoir délibéré

- donne son avis favorable au projet
- autorise Madame le maire à donner toutes les informations se rapportant au lieu
-
-
- **Demande de subvention départementale au titre des contrats de territoire - dotation**
- **Communale - pour nouvelle couverture de la salle des fêtes**
-
- Madame le maire informe le conseil municipal de la mise en place par le Département des contrats de territoire sur la période 2023-2028. Une enveloppe de 12 millions d'euros est prévue pour toutes les communes de la Mayenne ; Elle est calculée sur la base de 5 € par habitant (population DGF la plus avantageuse entre 2015 et 2021) avec maintien au minimum de la dotation antérieure. L'enveloppe sera bonifiée d'1€/habitant si la commune présente au moins un dossier bas carbone. Enfin la dotation est répartie à 50% sur les périodes 2023-2025 et 2026-2028
-
- La dotation pour la commune est de 5160 € au minimum et de 6192 € au maximum si dossier bas carbone ; pour la période 2023-2025 elle est mobilisable à hauteur de 50%. Elle est librement affectée aux projets d'investissement communaux. Au titre des contrats de territoire le Département interviendra au taux maximum de 50% HT (possibilité de cumuler plusieurs aides dans la limite de 80%, y compris 2 aides départementales. Sur la durée du contrat les communes peuvent présenter 4 projets (2 sur chaque période).
-
- Les communes de moins de 500 habitants qui veulent affecter leur enveloppe globale sur un seul dossier pourront regrouper leurs 2 dotations.

Après en avoir délibéré le conseil municipal :

- Approuve le projet et le calendrier des travaux
- Approuve le plan de financement présenté ci-dessus
- Autorise Madame le maire à solliciter une subvention auprès du département, au titre des contrats de territoire -dotation communale, d'un montant de 6192 €
- Autorise Madame le maire à signer tout acte ou document concernant ce dossier

Aménagement de place de parking d'une allée piétonne dans le bourg

Afin de finaliser le projet, Madame le Maire demande au conseil municipal son accord pour continuer le projet et propose au conseil de l'autorisation de demander l'amende de police.

Après en avoir délibéré le conseil décide :

- Donne son accord pour continuer le projet et demande l'amende de police
- Autorise Mme le maire à signer tous documents liés avec les aménagements

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
COMMUNE DE DENAZE

L'an deux mil vingt et trois le 19 décembre le conseil Municipal de la Commune de DENAZE, dûment convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Mme GOHIER Odile, Maire.

PRESENTS : Odile GOHIER, René CADOT, Jean-Christophe HOUSSIN, Clément TASSIN, Philippe BARDOUL, Ludovic LEMOINE, Catherine LANDAIS, Héroïse GARRY, Louisa HARBONNIER, Yoni FOURNIER,

Absents excusés : Amandine LARGEAUD (donne pouvoir à GOHIER Odile),
Secrétaire : Catherine LANDAIS

• **DELIBERATION PRIX M²**

- Mr Renaudier souhaite acheter un bout de chemin, le dossier se trouve chez le notaire, il manque la délibération de la commune sur l'acceptation de vendre et le prix au m²

Après en avoir délibéré le conseil décide

- de vendre à 1 € le m² le bout de terrain au vu de sa demande
- Autorise Madame le maire à signer chez le notaire l'acte de vente
- Tous les frais notariales sont à la charge de l'acquéreur

Délibération virement de la voirie du lotissement du tennis vers la commune

Suite à la lecture du règlement qui stipule « article 3 du chapitre 3 : dès leurs achèvement, les espaces verts et réseaux communs du lotissement seront transférés dans les domaines publics de la commune et directement pris en gestion par la commune ».

Il est proposé au conseil de transférer la voirie dans ce sens

Après en avoir délibéré le conseil décide à l'unanimité

- Valide la proposition de transférer l'espace vert et la voirie du lotissement du tennis vers la commune dès à présent

DEMANDE DETR 2024

La commune peut demander la DETR sur la réfection de la toiture et isolation de la salle à hauteur de 30 % sur l'opération 2D réhabilitation, restauration, entretien ou construction des bâtiments communaux hors logements neufs et logement non conventionnés. Un bonus de 10 % de CRTE étant donné que notre projet a été enregistré en CRTE aussi.

Il est demandé au conseil de valider le projet de réfection

Avec toiture pour la somme de 11447.74 € HT

Avec l'isolation d'un montant de 1018.50 € HT qui sera soufflé et déposé par nos soins

Après en avoir délibéré le conseil à l'unanimité

- Valide le projet de réfection de toiture de la salle des fêtes
- Valide la demande de subvention DETR sur ce projet
- Valide le plan de financement présenté
- Autorise Mme le maire à faire toutes demandes concernant ce projet

DELIBERATION TOITURE EGLISE

Lors de la dernière réunion Madame Gohier vous a présenté un nouveau devis concernant l'étanchéité d'un côté de l'église. Pour rappel 2114.86 €HT. L

Mme le Maire propose au conseil de valider le devis

Après en avoir délibéré le conseil à l'unanimité

- Accepte les réparations
- Valide le devis

Délibération arrêtant les modalités de concertation préalable à l'élaboration des zones d'accélération des énergies renouvelables

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;
- Vu le code de l'énergie, et notamment son article L.141-5-3 ;
- Le maire entendu,

- Considérant que l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie tel qu'il résulte de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, institue des zones d'accélération des énergies renouvelables (za enr) ;
- Considérant que ce dispositif permet aux communes de définir, après concertation avec leurs administrés, des zones d'accélération ou elles souhaitent de manière privilégiée, mais non exclusivement, voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter ;
- Considérant que ces zones doivent répondre aux principes directeurs posés par les dispositions 1° à 6° de l'article L.141-5-3 du code de l'énergie ;
- Considérant qu'en outre, la loi du 10 mars 2023 permet aux porteurs de projets qui s'implanteront dans ces zones de bénéficier d'éventuels avantages financiers ou procéduraux ;
- Considérant que ces zones doivent être identifiées après une concertation du public dont les modalités sont librement déterminées par le conseil municipal ;
- Considérant qu'il revient en conséquence au conseil municipal de fixer les modalités de concertation propre à la définition de ces zones d'accélération des énergies renouvelables.

Le conseil municipal après en avoir délibéré

Décide

article 1 : un plan sera fait sur l'ensemble de la commune concernant les panneaux photovoltaïques

Article 2 : les modalités de la concertation avec la population préalable à la définition des

zones d'accélération des énergies renouvelables sont fixées comme suit :

– mise à disposition du public d'un registre aux jours et heures d'ouverture de la mairie

Article 3 : un bilan de la concertation sera présenté en conseil municipal lors de la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables.

Objet de la délibération : Eclairage public – Modifications des conditions de mise en service et de coupure de l'éclairage public.

Le Maire expose que l'éclairage public relève des pouvoirs de police du Maire au titre de l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et qu'il dispose de la faculté de prendre des mesures de prévention, de suppression ou de limitation à ce titre.

VU l'article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui charge le Maire de la police municipale,

VU l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique, et notamment l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage,

VU le Code Civil, le Code de la Route, le Code Rural, le Code de la Voirie Routière, le Code de l'Environnement,

VU la loi n° 2009-967 du 03 août 2009 de programmation sur la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement et notamment son article 41,

Considérant le transfert de la compétence Eclairage Public à Territoire d'énergie Mayenne dont les conditions de mise en œuvre sont définies dans le règlement des conditions techniques, administratives et financières relatives à l'éclairage public adopté par délibération du comité syndical en date du 8 décembre 2020,

Il est proposé au conseil municipal de :

- **adopter le principe de couper l'éclairage public toute ou partie de la nuit,**
- **donner délégation au Maire pour prendre l'arrêté de police détaillant les horaires et modalités de coupure de l'éclairage public et dont la publicité sera faite le plus largement possible.**